

03327X0015

COMMUNE DE MONTFEY (AUBE)

ADDITION COMPLEMENTAIRE D'EAU POTABLE

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

par M. Robert LAFFITTE

Professeur au Muséum National d'Histoire Naturelle

Géologue officiel

Dans mon rapport du 28 février 1972, j'avais envisagé plusieurs solutions possibles pour obtenir le supplément d'eau potable nécessaire pour la commune de MONTFEY dont les besoins étaient faibles (supplément de 100m³ jour aux quelques 60 à 70m³ antérieurement fournis par le captage ancien).

La première recherche effectuée en 1973 a fourni un débit de 12m³/heure par un puits (dont la coupe est donnée en annexe) s'alimentant dans les niveaux crayeux de la base des marnes de Brienne.

Des analyses effectuées sur des prélèvements des 12 et 30 octobre ont montré une eau normalement minéralisée, sans Escherichia coli ni Streptocoques fécaux, mais à la première analyse avec des coliformes et d'abondants Clostridium sulfitoréducteurs tandis que la deuxième analyse montrait la disparition des coliformes et une réduction très nette des Clostridium passés de 1500 par litre à 200. Il est donc

LAFFITTE (13.01.1975)

possible qu'il s'agisse de pollution liée au creusement du puits et non de l'eau dans son gisement.

Si des analyses plus récentes montraient la persistance des signes indirects de pollution que constituent les Clostridium, l'eau ne devrait être utilisée qu'après stérilisation; par contre au cas où les analyses récentes montreraient la disparition de ces signes l'eau pourrait évidemment être utilisée sans traitement. Dans tous les cas les périmètres de protection ci-après devraient être créés.

PROTECTION CONTRE LA POLLUTION

Les périmètres ci-après sont définis en application du décret du 15 décembre 1967; ils devront être constitués dans les conditions indiquées par la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 (J.O. du 22 décembre).

Périmètre de protection immédiate. Ce périmètre devra englober tous les points situés à moins de 15 mètres de l'axe du puits de captage; le terrain correspondant sera acquis en pleine propriété, clôturé et interdit à tous parcours sauf ceux nécessités par l'entretien du captage. Il ne sera fait apport d'aucune substance étrangère à l'intérieur de ce périmètre et notamment ni d'engrais chimique ou naturel, ni de désherbant, la croissance des végétaux n'étant limitée que par la taille; le pacage y sera interdit.

Périmètre de protection rapprochée. Ce périmètre sera la circonférence d'un cercle de 100 mètres de rayon ayant son centre sur l'axe du puits de captage. A l'intérieur de ce périmètre il sera interdit de creuser

des puits sauf avis favorable du géologue officiel obligatoirement consulté; il ne pourra pas être autorisé l'exploitation de carrières; il sera interdit de faciliter l'infiltration des eaux superficielles par toute modification de la surface topographique qui pourrait provoquer leur stagnation. L'intérieur de ce périmètre sera une zone non aedificandi, il sera interdit d'y épandre des eaux vannes ou des eaux usées quelles qu'elles soient, de même ce périmètre ne devra être traversé par aucune canalisation d'eaux usées ni par des canalisations contenant des produits chimiques et notamment des hydrocarbures; il n'y sera constitué aucun dépôt d'ordures ou de déchets quels qu'ils soient et notamment d'engrais chimiques ou naturels, ceux-ci pouvant toutefois être épandus pour les besoins des cultures.

Périmètre de protection éloignée. Ce périmètre sera la circonférence d'un cercle de 500 mètres de rayon ayant son centre sur l'axe du puits de captage. A l'intérieur de ce périmètre il ne sera pas creusé de puits de plus de 10 mètres de profondeur sauf avis du géologue officiel; le règlement sanitaire départemental sera appliqué de manière très stricte notamment en ce qui concerne le rejet des eaux vannes et des eaux usées. Si l'ouverture de carrières est autorisée dans ce périmètre les cavités ainsi constituées ne pourront être comblées qu'avec des produits naturels, terres ou roches à l'exclusion de tous déchets ou détritiques quels qu'ils soient. Sur toute la surface comprise dans ce périmètre il ne sera autorisé l'installation d'aucun établissement classé en application de la loi

du 19 décembre 1917 et susceptible de polluer les eaux, sauf avis du géologue officiel. En ce qui concerne les réservoirs d'hydrocarbures seront tolérés ceux de moins de 5m³ destinés aux usages domestiques des habitations situées dans ce périmètre sans que l'on exige de caractéristiques spéciales; par contre en ce qui concerne les réservoirs de plus de 5m³, ou à usage industriel, seront seuls autorisés ceux dits "en fosse" ou assimilés construits conformément aux indications contenues dans le décret du 7 août 1973 (J.O. du 15 août).

CONCLUSION

Le nouveau captage de MONTFEY a fourni une eau de minéralisation normale, considérée comme suspecte par l'analyste en raison de traces indirectes de pollution. L'importance de ces indicateurs d'une pollution possible, a considérablement diminué après un essai de pompage continu de 48 heures. Si ces traces persistent après plusieurs mois, un appareil de stérilisation de l'eau devra obligatoirement être installé. Si les traces de pollution ont disparu, l'eau de ce captage pourra être utilisée directement. Dans tous les cas les périmètres de protection indiqués devront être constitués.

Paris, le 13 janvier 1975.

2. *Capit*